

APPEL À COMMUNICATIONS Activismes latino-américains en temps de crise(s) : acteurs, espaces d'intervention et modes d'action aux XXe et XXIe siècles

22 & 23 mai 2025

Argumentaire

Les victoires électorales de Jair Bolsonaro au Brésil en 2018, de Nayib Bukele au Salvador en 2019, de Daniel Noboa en Équateur en 2023 ou encore de Javier Milei en Argentine la même année, illustrent une crise des démocraties en Amérique latine, exacerbée par des périodes de récession économique persistante. Ces cas nationaux sont particulièrement significatifs pour la région et pour le monde, notamment en raison de l'utilisation stratégique des réseaux sociaux par ces candidats conservateurs et libéraux. Néanmoins, ce ne sont pas les seuls pays d'Amérique latine qui ont connu des crises au cours de ces dernières années. Parmi les principaux bouleversements du nouveau millénaire, on peut citer la crise politique de 2012 au Paraguay, déclenchée par la destitution du président Fernando Lugo par le Sénat ou encore la crise économique de 2014 au Brésil et au Venezuela. Le Venezuela a aussi été marqué par une période d'instabilité institutionnelle à partir des élections législatives de 2015 qui débouchent finalement sur la présidence autoproclamée et par intérim de Juan Guaidó en 2019. Plus récemment, la crise sociale de 2018 au Nicaragua contre la réforme des retraites, la crise postélectorale en Bolivie, l'*estallido social* de 2019 au Chili suivi d'une crise constitutionnelle en 2023, les manifestations de 2021 en Colombie connues sous le nom de *Paro Nacional*, et les mobilisations péruviennes impulsées par l'arrivée controversée au pouvoir de Dina Boluarte, témoignent de ces dynamiques. Au XXI^e siècle, la crise s'est aussi illustrée par des enjeux environnementaux et par la pandémie de coronavirus. Cette dernière a notamment donné lieu, en 2021, à une vague de manifestations connue sous le nom de *11 de Julio* à Cuba.

Les crises sont souvent protéiformes et impliquent nécessairement une perturbation puis une rupture et une reconfiguration aux échelles locale, régionale, nationale et internationale. Issu du latin *krisis*, le terme est enraciné dans le lexique médical. En effet, comme le relève Natacha Ordioni, la crise renvoie à une phase essentielle de la maladie où le médecin doit juger de sa gravité et proposer un traitement qui mènera, soit à la guérison, soit à l'issue fatale. En revanche, au XVII^e siècle, le terme de crise a connu, selon Reinhart Koselleck, un élargissement sémantique afin d'englober, de manière métaphorique, différentes sphères de la vie sociale et ainsi acquérir une signification historique. En Amérique latine, le vocable permet notamment de désigner les vagues révolutionnaires qui sont, jusqu'au XIX^e siècle, à l'origine de perturbations à plusieurs niveaux, aussi bien économiques que politiques. Au XX^e siècle, l'économiste argentin Raúl Prebisch redéfinit le concept en l'appliquant, cette fois-ci, aux périodes de récession des années 1930. Enfin, la crise est désormais employée comme un terme qui se réfère aux instabilités financière, politique et sociale de l'époque contemporaine.

Au XXI^e siècle, et particulièrement dans le contexte actuel post ou préélectoral, la région semble connaître une crise des partis dits traditionnels, menant à une méfiance généralisée envers les institutions. De nouvelles figures publiques, qui prônent une rupture radicale au moyen de méthodes présentées comme novatrices, apparaissent sur l'échiquier politique,

développent de nouveaux discours et produisent de nouvelles dynamiques contestataires. Des réseaux activistes s'organisent de manière multiscalaire, dans le but de renforcer les mouvements d'opposition. Si certains chercheurs et certaines chercheuses parlent de militantisme, nous privilégions ici le terme d'activisme, introduit dans la langue française dans son sens politique en 1916 et dont l'aspect novateur a été soulevé dans plusieurs travaux. Nora Garita envisage les activistes comme de nouvelles formes de militantismes, tandis que Nicolas Douay et Maryvonne Prévot les qualifient de « nouveaux mouvements [qui] ne s'inscrivent plus dans l'héritage direct des formes pratiques et idéologiques de leurs prédécesseurs ». Contrairement aux formes traditionnelles de militantismes, les activistes ne requerraient pas nécessairement une affiliation durable des acteurs et des actrices à une organisation politique. En effet, les prises de position peuvent être ponctuelles, s'inscrivant souvent dans un contexte de crise économique, politique ou sociale spécifique. Cette approche soulève des préoccupations quant à l'émergence d'un engagement potentiellement déstructuré, morcelé, voire une tendance à la décollectivisation des luttes. Cependant, on peut également envisager cette forme de participation citoyenne, accessible et directe, comme le reflet d'un désir de provoquer une transformation immédiate et effective des sociétés. Chaque individu aurait ainsi la possibilité d'exprimer son opinion et de prendre part aux débats publics de son temps dans des périmètres d'intervention qui ne se limitent plus à des espaces formels. De nouveaux lieux, communautaires et festifs, par exemple, sont investis et réappropriés par les activistes. En outre, les activistes présentent l'avantage de proposer des modes d'action plus diversifiés et spontanés. En témoignent les activistes artistiques, dont les premières manifestations sont observées dans les années 1960, en lien avec des événements tels que la Guerre du Vietnam, les mobilisations étudiantes comme celle de Mai 1968, les luttes écologistes ou encore l'engagement pour la libération sexuelle. L'activisme artistique a toutefois été théorisé dans les années 1990 aux États-Unis, notamment par Nina Felshin, qui le conçoit comme un phénomène visant à concilier l'objet d'art et la vie publique. À travers une multiplicité de pratiques telles que le graffiti, le muralisme, le dessin, la performance, le théâtre, la poésie, la musique ou encore le fanzine, les artistes activistes latino-américains tentent alors de concurrencer les discours officiels et d'organiser des lieux de délibération politique dans l'espoir de contribuer à la transformation sociale.

En période de crise, la question de la pérennité des activistes se pose également. En effet, dans une époque où la satisfaction des besoins primaires constitue la principale préoccupation d'une part importante de la population, quels espaces économique, temporel, y compris mentaux restent-ils pour la protestation ? Les mobilisations qui ont lieu dans les capitales et les grandes villes sont-elles les seuls indicateurs de la puissance des mouvements contestataires ? Qu'en est-il des initiatives plus réduites telles que les assemblées de quartier ou les rassemblements de communautés autochtones et afro-descendantes notamment établies dans les zones rurales ? Enfin, à l'ère du numérique, la circulation des activistes s'est-elle déplacée vers les cyberspaces ?

Bien que ce colloque ait pour objectif de susciter des discussions sur les crises latinoaméricaines récentes, nous souhaitons également explorer les modalités des activistes du siècle passé. L'abord de certains cas se prête en effet à l'association de perspectives synchronique et diachronique, ou à la mise à jour de généalogies. De telles perspectives invitent également à interroger l'évolution de la figure de l'activiste. Comment les acteurs et les actrices politiques et sociaux se positionnent-ils·elles face aux crises contemporaines ? Quelles solutions — temporaires ou durables — proposent-ils·elles ? Les activistes se redéfinissent-ils et se réactualisent-ils au moyen de stratégies novatrices ? Dans quelle mesure ces pratiques sont-elles imprégnées de l'héritage activiste des décennies précédentes ? Ces questions visent à

approfondir notre compréhension des dynamiques activistes, en examinant non seulement les contextes actuels mais aussi les continuités et les ruptures avec les formes d'activisme passées.

L'analyse des enjeux et des limites des activistes latino-américains nous conduira à définir les formes, les discours et les langages élaborés par les différents acteurs et actrices. C'est pourquoi nous faisons appel aux chercheurs et aux chercheuses spécialisés dans les études hispaniques et hispano-américaines, les études culturelles, les études de genre, l'histoire de l'art, les sciences politiques, les sciences économiques, la sociologie et l'anthropologie.

Quelques axes thématiques non limitatifs qui pourront faire l'objet de questionnements :

Axe 1. Activismes en mutation. Les activistes latino-américains peuvent être abordés depuis une perspective historique. Comment ces pratiques sociales se sont-elles transformées et adaptées au fil des décennies ? De quoi les activistes actuels ont-ils hérité et quelles ruptures ont marqué leur évolution d'une époque à une autre ? Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de se pencher sur le XX^e siècle. Les périodes de dictatures, comme au Brésil (1964-1985), au Chili (1973-1990), en Uruguay (1973-1985), en Argentine (1976-1983) ou au Guatemala (1982-1985), ont notamment, entraîné la répression systématique des activistes. Quelle place occupaient alors les acteurs et les actrices de l'opposition ? Comment s'est organisée la résistance ? Ces périodes de crises pourront également être analysées au prisme de de la mémoire et/ou des réinterprétations dont elles font l'objet.

Axe 2. Manifestations, marches et rassemblements. Dans le cadre de l'espace public, les mouvements activistes se matérialisent à travers des rassemblements destinés à porter diverses revendications, telles que l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, les droits humains et la mémoire des dictatures ou encore la préservation de l'environnement. Ces événements voient converger une multitude de groupes autour d'une cause commune, comme en témoignent les marches féministes organisées chaque 8 mars dans différents pays de la région. Bien que les manifestations soient une pratique traditionnelle des mouvements activistes, les récentes avancées électorales des candidats conservateurs en Amérique latine suscitent des interrogations sur la récupération de stratégies activistes par ces groupes politiques et leurs partisans. Un exemple révélateur est celui du 1er mars 2024, où deux rassemblements antagonistes se sont tenus simultanément face au Congrès argentin : d'un côté, des groupes de gauche dénonçant la politique gouvernementale, et de l'autre, des militants soutenant le parti présidentiel « La libertad avanza ». Par ailleurs, dans des contextes de crises économiques, sociales et de recomposition politique, la durabilité des mouvements activistes est remise en question. Il existe un risque de saturation ou d'essoufflement qui incite les différents groupes concernés à adopter des stratégies diverses pour maintenir leur dynamisme.

Axe 3. Activismes artistiques. Les crises du début de siècle telles que la crise économique, politique et sociale de 2001 en Argentine a entraîné la redéfinition des paysages urbains et ruraux par une nouvelle génération d'activistes. La jeune population a investi une série de pratiques et de techniques comme le graffiti, le pochoir, la *pintada política* et le muralisme afin de porter ses revendications et mettre en lumière les défis du XXI^e siècle. Néanmoins, on observe depuis quelques années une répression grandissante de ces interventions de rue, qu'elles soient partisans ou non. L'adoption du Code de Cohabitation Urbaine, le 3 novembre 2021, par l'ancien maire de La Plata (Argentine) en est un exemple. La campagne présidentielle uruguayenne de 2024 a également fait émerger une quantité impressionnante de *pintadas políticas* destinées à soutenir les candidats en lice pour les élections de novembre. La transformation récente de l'échiquier politique à l'échelle continentale, notamment marquée par l'avancée des partis conservateurs, s'accompagne-t-elle d'une nouvelle utilisation des

interventions de rue ? En quoi les murs des villes reflètent-ils les évolutions de cette nouvelle ère politique ?

Axe 4. Féminismes et inclusivité. L'Amérique latine a vu émerger le mouvement argentin « Ni una menos » en 2015. Ce mouvement a également soutenu les initiatives législatives en faveur de la dépénalisation de l'avortement, notamment en Uruguay, au Mexique et en Argentine. En revanche, dans d'autres pays comme le Guatemala, une loi prévoyant une peine de dix ans de prison pour les personnes cherchant à avorter a été présentée en 2022 avant d'être abandonnée. Les droits de la communauté LGBT+ sont aussi mis en péril sur plusieurs territoires. Au Pérou, en 2024, un décret suprême voué à mettre à jour le *Plan Esencial de Aseguramiento en Salud* a notamment déclaré la transidentité comme un « problème de santé mentale ». Les membres de différents groupes LGBT+ ont alors protesté devant le Ministère de la Santé le 17 mai 2024, à l'occasion de la Journée Internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, munies de pancartes et vêtues de blouses rouges et de masques chirurgicaux. Les dissensions, en outre, émaillent aussi les cercles activistes eux-mêmes, sujets à des divisions internes. En témoignent les débats, en Argentine, autour de la position à adopter vis-à-vis des disparus·es homosexuel·les de la dernière dictature militaire – que certain·es aimeraient dénombrer et commémorer de façon plus spécifique, tandis que d'autres soulignent le risque qu'il y aurait, ce faisant, à constituer les années dictatoriales en une période d'exception trop peu fidèle à ce que fut la continuité de la persécution vécue par cette population, d'un régime politique à l'autre.

Le colloque se tiendra le 22 mai dans les locaux de Sorbonne Université et le 23 mai dans ceux de l'Université Gustave Eiffel. L'Université Bordeaux Montaigne est également partenaire de la manifestation scientifique. Les laboratoires associés sont Ameriber (Amérique latine, Pays ibériques ; composantes SIRENH et CHISPA) ; le CRIMIC (Centre de Recherches Interdisciplinaires sur les Mondes Ibéro-américains Contemporains, axe IBERHIS) et le LISAA (Littératures, Savoirs et Arts ; équipe EMHIS).

Modalités de soumission

Les propositions de communication, rédigées en français, en espagnol ou en portugais devront comporter :

- Le nom et l'adresse mail du communicant ou de la communicante
- La ou les affiliations institutionnelles
- Le titre de la communication
- Un résumé de la communication de 500 mots maximum
- Une présentation bio-bibliographique succincte de 200 mots maximum

Les propositions seront envoyées au plus tard le **19 janvier 2025** à l'adresse mail suivante : colloque.activismes@gmail.com

Comité organisateur

- Aurélia Gafsi, Sorbonne Université
- Marie Lorinquer-Hervé, Université Bordeaux Montaigne
- Caroline Prévost, Université Gustave Eiffel
- Lise Segas, Université Bordeaux Montaigne

Comité scientifique

- Cecilia González Scavino, Université Bordeaux Montaigne
- Françoise Martinez, Sorbonne Université
- Kevin Parthenay, Université de Tours, Institut Universitaire de France, Sciences Po
- Andrea Otero Perdomo, Université Gustave Eiffel
- Nadia Tahir, Université de Caen Normandie

Bibliographie/Bibliografía

- Agamben, G., & Rancière, J., et al. (2009). *Démocratie, dans quel état?*. La Fabrique éditions.
- Arendt, H. (1972). *La crise de la culture*. Paris: Gallimard.
- Balaszinski, J., & Mathieu, L. (2006). *Art et contestation*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Blanco, P., Carrillo, J., Claramonte, J., et al. (2001). *Modos de hacer: Arte crítico, esfera pública y acción directa*. Salamanca: Ediciones Universidad de Salamanca.
- Cabranes, A., González, C., & Benrahho, S. T. (2021). *Activismos culturales en las Américas latinas del siglo XXI. Prácticas, actores, legados*.
- Crespo, M. V. (2020). Vivir la crisis en América Latina: Estudio comparativo entre el municipio de Jiutepec, estado de Morelos, México y la ciudad de Villa María, provincia de Córdoba, Argentina. 2001-2018. *Raigal*, 6, 82-101.
- De Melo Bento, B. A. (2002). Cuerpo, performance y género en la experiencia transexual. *Anuario de hojas de Warmi*, 13.
- Hobsbawm, E. J. (2003). *L'âge des extrêmes : le court vingtième siècle, 1914-1991* (Vol. 132). Éditions Complexe.
- Koselleck, R. (2023). Crise. *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 44, 143-182.
- Legrain, M. (2004). *La crisis argentina de diciembre de 2001. Debilidad institucional y falta de legitimidad del Estado*. Madrid: Instituto Complutense de Estudios Internacionales.
- León, L. V. (2019). La crisis política en Venezuela: Causas y consecuencias. *Revista de Ciencia Política*, 39(3), 487-505.
- Machinea, J. L., Bárcena, A., & León, A. (2007). *América Latina en el siglo XXI: Construyendo el futuro*. CEPAL.
- Moreno Brid, J. C., & Ros, J. (2009). *Las crisis económicas en América Latina*. Fondo de Cultura Económica.
- Morin, E. (1976). Pour une crisologie. *Communications*, 25(1), 149-163.
- Ordioni, N. (2011). Le concept de crise: un paradigme explicatif obsolète? Une approche sexospécifique. *Crises, régulation et soutenabilité du développement*, 2, 137-150.
- Parthenay, K. (2020). *Crises en Amérique latine : Les démocraties déracinées (2009-2019)*. Armand Colin.
- Quenan, C. (2013). América latina frente a la crisis económica internacional: buena resistencia global y diversidad de situaciones nacionales. *IdeAs*, 4. Mis en ligne le 15 octobre 2013, consulté le 11 juin 2024.
- Rancière, J. (2018). *Les temps modernes: Art, temps, politique*. La Fabrique éditions.
- Starn, R. (1971). Historians and "crisis". *Past & Present*, 52, 3-22.
- Verzero, L. (2021). El presente como archivo: inscripciones del futuro en el activismo prepandémico. *Taller de Letras*, 68, 181-196.
- Verzero, L., & Manduca, R. (2019). Vocación por lo popular en el activismo artístico contemporáneo: temas, lenguajes y dilemas. *Encuentros Latinoamericanos (segunda época)*, 3(2), 149-164.
- Wieviorka, M. (2009). La sociologie et la crise. Quelle crise, et quelle sociologie?. *Cahiers internationaux de sociologie*, 2, 181-198.

CONVOCATORIA

Activismos latinoamericanos en tiempos de crisis : actores, espacios de intervención y modos de acción en los siglos XX y XXI

22 & 23 de mayo de 2025

Argumentario

Las victorias electorales de Jair Bolsonaro en Brasil en 2018, de Nayib Bukele en El Salvador en 2019, de Daniel Noboa en Ecuador en 2023 y de Javier Milei en Argentina ese mismo año, ilustran una crisis de las democracias en América latina, agravada por períodos de recesión económica persistente. Estos casos nacionales son particularmente significativos para la región y para el mundo, especialmente debido al uso estratégico de las redes sociales por parte de estos candidatos conservadores y liberales. No obstante, estos no son los únicos países de América latina que han experimentado crisis en los últimos años. Entre los principales disturbios del nuevo milenio, se puede citar la crisis política de 2012 en Paraguay, desencadenada por la destitución del presidente Fernando Lugo por el Senado, o la crisis económica de 2014 en Brasil y Venezuela. Venezuela también ha atravesado un período de inestabilidad institucional desde las elecciones legislativas de 2015, que finalmente derivaron en la autoproclamada presidencia interina de Juan Guaidó en 2019. Más recientemente, la crisis social de 2018 en Nicaragua contra la reforma de las pensiones, la crisis poselectoral en Bolivia, el estallido social de 2019 en Chile seguido de una crisis constitucional en 2023, las protestas de 2021 en Colombia conocidas como el Paro Nacional y las movilizaciones en Perú motivadas por la controvertida llegada al poder de Dina Boluarte, reflejan estas dinámicas. En el siglo XXI, la crisis también se ha manifestado en desafíos ambientales y en la pandemia de coronavirus, que en 2021 provocó una ola de manifestaciones en Cuba, conocida como el 11 de Julio.

Las crisis suelen ser proteicas e implican necesariamente una perturbación seguida de una ruptura y una reconfiguración a nivel local, regional, nacional e internacional. Derivado del latín "crisis", el término está arraigado en el léxico médico. De hecho, como señala Natacha Ordioni, la crisis se refiere a una fase esencial de la enfermedad, en la que el médico debe juzgar su gravedad y proponer un tratamiento que conduzca ya sea a la recuperación o al desenlace fatal. En el siglo XVII, sin embargo, el término crisis experimentó, según Reinhart Koselleck, una ampliación semántica para abarcar de manera metafórica diferentes esferas de la vida social y así adquirir un significado histórico. En América latina, el término sirve para designar las olas revolucionarias que, hasta el siglo XIX, fueron fuente de perturbaciones a varios niveles, tanto económicos como políticos. En el siglo XX, el economista argentino Raúl Prebisch redefinió el concepto, aplicándolo esta vez a los períodos de recesión de los años 30. Finalmente, la crisis es empleada hoy en día como un término que se refiere a las inestabilidades financieras, políticas y sociales de la época contemporánea.

En el siglo XXI, y particularmente en el contexto actual post o preelectoral, la región parece experimentar una crisis de los partidos tradicionales, lo que lleva a una desconfianza

generalizada hacia las instituciones. Nuevas figuras públicas que promueven una ruptura radical mediante métodos presentados como innovadores aparecen en el tablero político, desarrollando nuevos discursos y produciendo nuevas dinámicas de contestación. Redes activistas se organizan de manera multiescalar, con el objetivo de fortalecer los movimientos de oposición. Si bien algunos investigadores hablan de militancia, aquí privilegiamos el término activismo, introducido en el idioma francés en su sentido político en 1916 y cuyo aspecto innovador ha sido destacado en varios estudios. Nora Garita considera los activismos como nuevas formas de militancia, mientras que Nicolas Douay y Maryvonne Prévot los califican como «nuevos movimientos [que] ya no se inscriben en la herencia directa de las formas prácticas e ideológicas de sus predecesores». A diferencia de las formas tradicionales de militancia, los activismos no requerirían necesariamente una afiliación duradera de los actores a una organización política. De hecho, las tomas de posición pueden ser puntuales, enmarcándose a menudo en un contexto específico de crisis económica, política o social. Este enfoque plantea preocupaciones sobre la aparición de un compromiso potencialmente desestructurado, fragmentado, o incluso una tendencia a la descolectivización de las luchas. Sin embargo, también se puede considerar esta forma de participación ciudadana, accesible y directa, como reflejo de un deseo de provocar una transformación inmediata y efectiva en las sociedades. Cada individuo tendría así la posibilidad de expresar su opinión y participar en los debates públicos de su tiempo en espacios de intervención que ya no se limitan a ámbitos formales. Nuevos lugares, como los comunitarios y festivos, se invierten y reapropian por parte de los activistas. Además, los activismos ofrecen la ventaja de proponer modos de acción más diversos y espontáneos. Tal es el caso de los activismos artísticos, cuyas primeras manifestaciones se observan en los años 60, en relación con eventos como la Guerra de Vietnam, las movilizaciones estudiantiles de Mayo del 68, las luchas ecologistas o el compromiso por la liberación sexual. Sin embargo, el activismo artístico fue teorizado en los años 90 en Estados Unidos, en particular por Nina Felshin, quien lo concibe como un fenómeno que busca conciliar el objeto de arte y la vida pública. A través de una multiplicidad de prácticas como el grafiti, el muralismo, el dibujo, la performance, el teatro, la poesía, la música o el fanzine, los artistas activistas latinoamericanos intentan entonces competir con los discursos oficiales y organizar espacios de deliberación política en la esperanza de contribuir a la transformación social.

En tiempos de crisis, también surge la cuestión de la sostenibilidad de los activismos. De hecho, en una época en la que satisfacer las necesidades primarias es la principal preocupación de una parte importante de la población, ¿qué espacios económicos, temporales, incluso mentales quedan para la protesta? ¿Son las movilizaciones que ocurren en las capitales y grandes ciudades los únicos indicadores de la potencia de los movimientos contestatarios? ¿Qué pasa con las iniciativas más pequeñas, como las asambleas de barrio o las reuniones de comunidades indígenas y afrodescendientes, especialmente en zonas rurales? Finalmente, en la era digital, ¿se ha desplazado la circulación de los activismos hacia los ciberespacios?

Si bien este coloquio tiene como objetivo suscitar discusiones sobre las crisis latinoamericanas recientes, también deseamos explorar las modalidades de los activismos del siglo pasado. El abordaje de ciertos casos se presta, de hecho, a la asociación de perspectivas sincrónica y diacrónica, o a la puesta en evidencia de genealogías. Semejantes perspectivas invitan asimismo a cuestionar la evolución de la figura del activista. ¿Cómo se posicionan los actores y las actrices políticos y sociales frente a las crisis contemporáneas? ¿Qué soluciones —temporales o duraderas— proponen? ¿Se redefinen y se actualizan los activismos mediante estrategias innovadoras? ¿En qué medida estas prácticas están impregnadas del legado activista de las décadas anteriores? Estas preguntas buscan profundizar nuestra comprensión de las

dinámicas activistas, examinando no solo los contextos actuales, sino también las continuidades y rupturas con las formas de activismo del pasado.

El análisis de los retos y limitaciones de los activismos latinoamericanos nos llevará a definir las formas, los discursos y lenguajes elaborados por lxs diferentes actores y actrices. Por ello, invitamos a investigadorxs especializadoxs en estudios hispánicos e hispanoamericanos, estudios culturales, estudios de género, historia del arte, ciencias políticas, economía, sociología y antropología.

Algunos ejes temáticos no limitativos que podrán ser objeto de cuestionamientos:

Eje 1. Activismos en transformación. Los activismos latinoamericanos pueden abordarse desde una perspectiva histórica. ¿Cómo se han transformado y adaptado estas prácticas sociales a lo largo de las décadas? ¿Qué herencia tienen los activismos actuales y qué rupturas han marcado su evolución de una época a otra? Para responder a estas preguntas, es necesario examinar el siglo XX. Las dictaduras, como en Brasil (1964-1985), Chile (1973-1990), Uruguay (1973-1985), Argentina (1976-1983) o Guatemala (1982-1985), provocaron la represión sistemática de los activismos. ¿Qué papel desempeñaban entonces los actores de la oposición? ¿Cómo se organizó la resistencia? Estas épocas de crisis también podrán analizarse a través del prisma de la memoria y/o de las reinterpretaciones de las que son objeto.

Eje 2. Manifestaciones, marchas y reuniones. En el espacio público, los movimientos activistas se materializan a través de reuniones destinadas a defender diversas demandas, tales como la igualdad de derechos entre mujeres y hombres, los derechos humanos y la memoria de las dictaduras, así como la preservación del medio ambiente. Estos eventos reúnen a una gran cantidad de grupos en torno a una causa común, como lo demuestran las marchas feministas organizadas cada 8 de marzo en diferentes países de la región. Aunque las manifestaciones son una práctica tradicional de los movimientos activistas, los recientes avances electorales de candidatos conservadores en América latina plantean interrogantes sobre la apropiación de estrategias activistas por parte de estos grupos políticos y sus seguidores. Un ejemplo revelador es el del 1 de marzo de 2024, cuando dos reuniones antagónicas se llevaron a cabo simultáneamente frente al Congreso argentino: de un lado, grupos de izquierda que denunciaban las políticas del gobierno, y del otro, militantes que apoyaban al partido presidencial “La libertad avanza”. Además, en contextos de crisis económicas, sociales y de recomposición política, se cuestiona la sostenibilidad de los movimientos activistas. Existe el riesgo de saturación o agotamiento, lo que impulsa a los diferentes grupos involucrados a adoptar diversas estrategias para mantener su dinamismo.

Eje 3. Activismos artísticos. Las crisis de principios de siglo, como la crisis económica, política y social de 2001 en Argentina, llevaron a la redefinición de los paisajes urbanos y rurales por una nueva generación de activistas. La juventud se apropió de una serie de prácticas y técnicas como el grafiti, el estencil, la pintada política y el muralismo para expresar sus reivindicaciones y poner en relieve los desafíos del siglo XXI. Sin embargo, en los últimos años se ha observado una creciente represión de estas intervenciones callejeras, sean o no partidarias. La adopción del Código de Convivencia Urbana, el 3 de noviembre de 2021, por el exalcalde de La Plata (Argentina), es un ejemplo de ello. La campaña presidencial uruguaya de 2024 también ha generado una gran cantidad de pintadas políticas destinadas a apoyar a los candidatos en competencia para las elecciones de noviembre. ¿Acompaña la reciente transformación del tablero político a nivel continental, marcada en particular por el avance de

los partidos conservadores, una nueva utilización de las intervenciones en las calles? ¿En qué medida los muros de las ciudades reflejan las transformaciones de esta nueva era política?

Eje 4. Feminismos e inclusividad. América latina vio emerger el movimiento argentino “Ni una menos” en 2015. Este movimiento también apoyó iniciativas legislativas a favor de la despenalización del aborto, especialmente en Uruguay, México y Argentina. Sin embargo, en otros países como Guatemala, en 2022 se presentó un proyecto de ley que proponía una pena de diez años de prisión para quienes buscaran abortar, aunque finalmente fue desechado. Los derechos de la comunidad LGBT+ también están en riesgo en varios territorios. En Perú, en 2024, un decreto supremo destinado a actualizar el Plan Esencial de Aseguramiento en Salud declaró la transidentidad como un “problema de salud mental”. Varios miembros de grupos LGBT+ protestaron entonces frente al Ministerio de Salud el 17 de mayo de 2024, en ocasión del Día Internacional contra la Homofobia, la Transfobia y la Bifobia, portando pancartas y vestidos con batas rojas y mascarillas quirúrgicas. Las disensiones, además, también marcan los círculos activistas, sujetos a divisiones internas. Así lo demuestran los debates, en Argentina, sobre la postura a adoptar respecto a los y las desaparecidxs homosexuales de la última dictadura militar – que algunos quisieran enumerar y conmemorar de manera más específica, mientras que otros señalan el riesgo que habría en constituir los años de la dictadura en un período de excepción que no sería fiel a la continuidad de la persecución vivida por esta población, de un régimen político a otro.

El coloquio se celebrará el 22 de mayo en el campus de Sorbonne Université y el 23 de mayo en el de la Université Gustave Eiffel. La Universidad Bordeaux Montaigne también es socia de la manifestación científica. Los laboratorios asociados son Ameriber (Amérique latine, Pays ibériques ; equipos SIRENH y CHISPA) ; el CRIMIC (Centre de Recherches Interdisciplinaires sur les Mondes Ibéro-américains Contemporains, axe IBERHIS) y el LISAA (Littératures, Savoirs et Arts ; equipo EMHIS).

Modalidades de presentación

Las propuestas de comunicación, redactadas en francés, español o portugués, deberán incluir: colloque.activismes@gmail.com

- Nombre y dirección de correo del·la ponente o de lxs ponentes
- La o las afiliaciones institucionales
- Título de la comunicación
- Resumen de la comunicación (máximo de 500 palabras)
- Breve presentación bio-bibliográfica (máximo de 200 palabras)

Las propuestas deben enviarse al siguiente correo electrónico a más tardar el **19 de enero de 2025**:

Comité organizador

- Aurélia Gafsi, Sorbonne Université
- Marie Lorinquer-Hervé, Université Bordeaux Montaigne
- Caroline Prévost, Université Gustave Eiffel
- Lise Segas, Université Bordeaux Montaigne

Comité científico

- Cecilia González Scavino, Université Bordeaux Montaigne
- Françoise Martinez, Sorbonne Université
- Kevin Parthenay, Université de Tours, Institut Universitaire de France, Sciences Po
- Andrea Otero Perdomo, Université Gustave Eiffel
- Nadia Tahir, Université de Caen Normandie